

LA JEUNESSE SCOLARISÉE SECOUE LE JOUG DE PÉKIN ET DE L'OLIGARCHIE HONGKONGAISE

Un mouvement interclassiste de masse dépourvu de toute dynamique de classe

Plus d'un mois d'agitations, d'affrontements et de discussions tous azimuts à Hongkong, à la fois l'une des métropoles du capitalisme mondial et un centre parmi les plus importants de la deuxième économie mondiale, c'est un événement d'une portée majeure pour le prolétariat mondial et aussi, bien sûr, pour les classes dominantes de la planète. La révolte a vu la participation directe et active de dizaines de milliers de prolétaires salariés ou pas. Par sa mobilisation collective, la jeunesse scolarisée, étudiants puis lycéens, a joué un rôle décisif au sein du mouvement.

Le groupe de désobéissance civique qui milite pour l'établissement de la démocratie à Hongkong, l'OCLP (*Occupy Central with Love and Peace*), voulait mobiliser 10 000 participants, le 1^{er} octobre, un jour férié, pour occuper pendant trois jours Chater Road, dans le quartier administratif et d'affaires de Central. Benny Tai Yiu-ting, professeur de droit, l'un des fondateurs de l'organisation, expliquait dans un entretien à *Bloomberg*, le 2 septembre, que la date avait été choisie « *afin de causer le minimum de dommage à l'économie de Hongkong* ». L'OCLP avait pour cela négocié avec les autorités pour que l'occupation se tienne autour d'un jardin public entre le 1^{er} et le 3 octobre.

Le succès d'un mouvement lancé par un syndicat étudiant auquel se sont joints des lycéens va bouleverser ce programme. Le 22 septembre, la HKFS (*Hong Kong Federation of Students*) lance un mouvement de boycott des cours dans vingt campus de Hongkong¹, qui est suivi par environ 30 000 étudiants. Deux jours plus tard, une organisation lycéenne, *Scholarism*, se joint au mouvement. Le 26 septembre, les organisations étudiante et lycéenne, évincées de Tamar Park, pour laisser place à une manifestation pro-Pékin, décidaient l'occupation d'une zone proche du palais du gouvernement. Deux dirigeants étudiants et Wong, la figure de proue de *Scholarism*, sont arrêtés, ce qui va attiser le mouvement et l'élargir à d'autres couches de la population.

Devant l'ampleur du mouvement, les dirigeants de l'OCLP, qui sont en contact avec le syndicat étudiant, déclarent que leur mouvement de désobéissance civile a démarré. Entretemps, l'occupation n'avait pas lieu à Central, comme prévu, mais à Admiralty. De plus, comme l'a concédé l'un des coorganisateur de l'OCLP, Chan Kin-man, une grande partie des participants au mouvement, ne voulant pas être dirigée par l'OCLP, a quitté les lieux. Beaucoup iront vers les endroits qui deviendront les autres centres de l'occupation : Causeway Bay et Mongkok. Les activistes de l'OCLP iront jusqu'à retirer leurs badges. Le 28 septembre, des milliers de manifestants, principalement des étudiants et des lycéens, tentent d'occuper : sur l'île de Hongkong, les bâtiments administratifs des quartiers Central et Admiralty, ainsi que le quartier d'affaires de Causeway Bay et à Kow Loon, deux quartiers commerçants, Tsim Sha Tsui et Mong Kok. La répression, de faible intensité, si on la compare à ce que l'on connaît dans les pays européens et plus encore en Asie, fait des dizaines de blessés, et il y a près d'une centaine d'arrestations. L'utilisation de policiers antiémeutes qui chargent, gazent et tapent va scandaliser d'amples secteurs de la population de Hongkong.

Des dizaines de milliers de personnes vont se joindre aux étudiants et aux lycéens. Jeunes travailleurs de toutes catégories, et moins jeunes, hommes et femmes, ouvriers, employés de bureau, de commerce, travailleurs de la finance et des industries high-tech, professions libérales, femmes au foyer, retraités, artisans... rejoignent ainsi le mouvement souvent avec la bénédiction de leurs chefs ou de leurs patrons (qui ne vont cependant pas jusqu'à leur payer leurs journées passées à occuper). La composition de classe de ce mouvement est donc hétérogène.

¹ Huit universités, 15 campus et 115 000 étudiants pour l'enseignement public. Huit universités, 14 campus et 87 000 étudiants pour l'enseignement privé.

Du point de vue des organisations, on retrouve :

- La HKFS, née en mai 1958, pour défendre la démocratie, compte 58 000 membres présents dans huit universités. Elle est opposée au régime de Pékin et a participé aux manifestations de soutien à Tiananmen
- L'OCLP, créé par le professeur d'université en droit, Benny Tai Yiu-ting, le révérend Chu-Yiu-ming et Chan Kin-man (professeur d'université en sociologie), le 27 mars 2013, prône l'établissement du suffrage universel et la désobéissance civile.
- *Scholarism*, groupe fondé par des lycéens en mai 2011, se considère comme un groupe de pression contre « la morale et l'éducation nationales ». Il a participé en septembre 2012 à l'occupation du ministère de l'Éducation nationale.

Mais aussi *Civic Passion* un mouvement minoritaire mais à la popularité croissante, créé par Wong Yeung-tat, en février 2012. Cette agrégation militante d'extrême droite se bat pour la séparation de Hongkong de la Chine continentale et défend les « natifs » contre « l'invasion des continentaux ». Cette dernière composante a certainement gagné en adhésions grâce à sa politique plus déterminée et offensive à l'égard de l'oligarchie au pouvoir, mais à aucun moment *Civic Passion* n'est parvenue à remettre en cause la direction démocrate de l'OCLP et de la HKFS qui ont gardé le contrôle du mouvement.

Hongkong aperçu géographique

La région administrative spéciale de Hongkong (1 079,25 km², 6,77 millions d'habitants – en 2013-, se compose de quatre zones géographiques : l'île de Hongkong (berceau de la ville, 79,38 km², 1,26 million d'habitants), Kowloon (46,93 km²) et les nouveaux territoires (sur le continent, 777,52 km², 3,54 millions d'habitants) et les autres îles (175,12 km², 142 000 habitants).



L'idéologie affichée par le mouvement contient aussi des éléments relevant du christianisme : les symboles chrétiens, croix, portraits de Jésus, étaient très présents sur les barricades où ont été organisées des cérémonies impromptues. Les chrétiens sont surreprésentés parmi les organisateurs du mouvement, Wong est évangéliste, Benny Tai est chrétien, Chu Yiu-ming est un prêtre baptiste. Ils sont également présents dans l'autre camp, en particulier les anglicans, dont l'archevêque, Paul Kwong a vertement critiqué les manifestants. Si certaines églises ont ouvert leurs portes aux manifestants, ce n'est pas le cas de la majorité d'entre elles. Carrie Lam, actuelle numéro deux de l'exécutif, et Donald Tsang, l'ancien responsable de l'exécutif, sont des catholiques. La moitié de la population se déclare sans religion (soit 3,6 millions). Pour les autres non-chrétiens, la

répartition est la suivante : bouddhistes, 1,5 million ; taoïstes, 1 million ; musulmans, 220 000 ; hindouistes 40 000 ; sikhs, 10 000. L'Église catholique s'est établie à Hongkong en 1841 et, comme les protestants, elle a pu se développer librement. Aujourd'hui, il y a 480 000 protestants et 360 000 catholiques, sur 7,2 millions d'habitants. Après avoir craint la réduction de leurs libertés religieuses, et de leurs privilèges, une grande partie de la hiérarchie chrétienne a choisi de collaborer avec un parti communiste qui ne les agressait pas.

Blocages et réactions

Sous ses apparences non violentes, le mouvement des jeunes, et moins jeunes, a fait face à la police, l'a bousculé et a débordé les cordons policiers et résisté aux charges des flics. Apparemment sans consignes du collectif de l'OCLP, des jeunes, notamment des jeunes travailleurs, décident d'élargir le mouvement d'occupation à deux autres zones commerciales importantes : à Causeway Bay sur l'île de Hongkong, à Tsim Sha Tsui, et surtout à Mong Kok à Kowloon. Les premières barricades sont érigées à Mong Kok dans la nuit du 28 septembre. L'ouverture de ce nouveau front a pour but d'obliger la police à disperser ses forces et ainsi aider les manifestants de Central et Admiralty. C'est à Mong Kok qu'auront lieu les confrontations les plus violentes entre les occupants, la police mais aussi groupes les « anti-occupation ».

Le 1^{er} octobre, date de la fête nationale chinoise et jour férié, le mouvement atteint son niveau le plus haut : plus de 100 000 participants à une manifestation de plus de trois kilomètres de long. Nombre qui s'est réduit ensuite à quelques milliers, puis à quelques centaines. Il n'y avait que quelques dizaines de participants, la nuit, sur les quatre sites de l'occupation.

L'erreur fondamentale de la HKFS, dans la conduite du mouvement, a été l'ultimatum lancé à Leung Chun-ying, le chef de l'exécutif hongkongais, sommé de démissionner au plus tard à minuit, le jeudi 2 octobre. Erreur, car si l'adversaire ne se soumet pas et au contraire passe à l'offensive, et qu'on n'est pas prêt à passer à la vitesse supérieure, la vanité de la sommation ne peut que démoraliser le mouvement. Seuls quelques milliers de manifestants entendaient aller au bout. Dans les heures et les jours qui ont suivi, les forces de répression épaulées par les fantassins de la criminalité organisée se chargent du nettoyage. Les militants les plus déterminés du mouvement se sont accrochés aux barricades et ont tenté de résister aux assauts, parfois combinés, des forces de police et des « anti-occupations ». Les gros bras des triades, les chauffeurs de taxi et les transporteurs vont venir faire le coup de poing pour démanteler les barrages, avec ou sans l'aide de la police.

Face aux attaques des « anti-occupations » et aux tentatives de la police d'enlever les barrages, ce ne sont que 2 à 3 000 personnes qui font face au choc de l'assaut. Chassés de certains barrages, les manifestants vont aussitôt en établir de nouveaux, persuadés que bloquer la circulation dans la ville est leur principale monnaie d'échange pour obtenir une satisfaction au moins partielle de leurs revendications. Ne pouvant résister aux charges de centaines de policiers anti-émeutes bien équipés, les 2 à 3 000 manifestants qui résistent vont savoir opposer leur mobilité, réussissant parfois à déborder les flics pour se réorganiser dans d'autres lieux.

Chaque fois que la répression se durcit, le nombre de manifestants remonte, notamment après la rupture des négociations avec la HKFS par l'exécutif hongkongais. Le pouvoir joue l'épuisement des manifestants et progressivement arrive à démanteler les barricades. Une discussion publique, retransmise à la télévision, s'est déroulée avec la participation de dirigeants étudiants et de représentants du pouvoir. Les manifestants, à raison, n'en attendaient rien. Seul résultat, les représentants du gouvernement s'engagent à rapporter à Pékin qu'il y a bien un problème à Hongkong.

Malgré des « bavures », l'opération de police a tranché avec la tradition de brutalité du régime chinois. L'action répressive a été progressive et maîtrisée : pas question de réitérer Tiananmen. Le pouvoir connaît parfaitement les limites du mouvement. Il pense pouvoir le résorber sans trop de dommages par un savant mélange d'ouvertures de discussions avec les organisations qui le dirigent et une répression de basse intensité. Un pari qui semble avoir été gagné.

Dans le camp des capitalistes, les plus importants, quand ils ne soutiennent pas ouvertement le gouvernement de Pékin, se sont vite opposés aux agitations politiques dès qu'elles peuvent nuire à leur portefeuille : Li Ka-shing, plus grosse fortune d'Asie, invite ainsi les étudiants à rentrer chez eux, même s'il dit comprendre leurs arguments.

Une tradition de manifestations politiques et dans une moindre mesure de grèves

Chaque année, des manifestations regroupent de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de milliers de personnes contre le contrôle du gouvernement central de Pékin sur la politique de Hongkong.

Voici un bref rappel des mouvements qui ont touché Hongkong ces vingt-cinq dernières années.

1989 : des manifestations de soutien au mouvement de la place Tiananmen, rassemblent jusqu'à 1,5 million de personnes, soit un tiers de la population de Hongkong.

Des manifestations « du 1^{er} juillet » ou du Nouvel An se succèdent au fil des ans.

2003 : 350 000 à 700 000 personnes, selon les estimations, manifestent à la fois contre l'article 23 (loi anti-subversion), la situation économique, la gestion de l'épidémie du SRAS. Les manifestations aboutissent au retrait de l'article 23, en septembre.

2004 : manifestations d'environ 200 000 personnes pour l'élection directe du chef de l'exécutif.

2009 : importantes manifestations pour le 20^e anniversaire du mouvement de Tiananmen.

2013 : le 1^{er} janvier, une manifestation contre C.Y. Leung regroupe plus de 100 000 personnes.

2013 : grève de 40 jours des dockers du port de Hongkong, dirigée par la confédération syndicale de Hongkong et soutenue par la fédération des étudiants de Hongkong. La grève est une demi-victoire avec une augmentation de salaire de 9,8 % sur les 20 % demandés par les grévistes. Contrairement à la Chine continentale, des syndicats indépendants ont une existence légale et sont souvent dirigés par des militants pro-démocratie, ayant parfois une histoire qui remonte à Tiananmen ou au-delà.

2013 : début octobre, jusqu'à 450 des 1 400 travailleurs de l'usine Swire Coca-Cola se mettent en grève. Après deux jours, la grève se termine, la direction acceptant de discuter avec le syndicat des conditions de travail et promettant de réduire les horaires de travail.

2014 : importantes manifestations pour le 25^e anniversaire du mouvement de Tiananmen,

2014 : le 1^{er} juillet, entre 100 000 et 500 000 personnes manifestent pour des élections libres en 2017.

On peut remarquer que plusieurs de ces mouvements se sont traduits par un recul du gouvernement sur certains projets, alors même que ces manifestations, si elles sont massives, se tiennent le plus souvent à l'écart des quartiers financiers et administratifs et perturbent peu l'économie de Hongkong.

Une mobilisation ouvrière très limitée mais une solidarité ample

Le 28 septembre, les fédérations de la brasserie, des professeurs et des dockers du HKCTU² lancent un appel à la grève pour quatre revendications : « *libération immédiate de toutes les personnes arrêtées, arrêt des suppressions [par la police] des assemblées de rue, remplacement du « faux suffrage universel » dans les élections locales par de véritables réformes pour les ouvriers et démission du chef de l'exécutif, Leung Chun Ying.* »

En conséquence, environ 200 chauffeurs-livreurs de l'usine Swire Coca-Cola (sur un effectif de 1 400 ouvriers) ont débrayé le 28 septembre (ils sont 40 le lendemain), et une centaine d'autres a refusé de faire des heures supplémentaires les mêmes jours. Au total, selon la Confédération internationale des syndicats, 10 000 ouvriers et employés ont été en grève le 29 septembre.

Si des représentants de la direction du syndicat du bâtiment appartenant au syndicat pro-Pékin (HKFTU) se sont présentés devant les occupants, pour leur demander de lever les barrages, le lendemain une dizaine d'ouvriers de ce secteur venaient apporter leur solidarité au mouvement. Ils en profitaient pour donner des cours de construction de barrages en bambou. De même, alors que deux syndicats de la fonction publique (toujours du syndicat pro-Pékin HKFTU) critiquaient ouvertement le mouvement, des milliers de travailleurs de l'État se sont déclarés solidaires de la lutte via une pétition sur Facebook. De nombreux fonctionnaires iront travailler avec un ruban jaune, un symbole du mouvement.

Au départ, les occupants ont simplement utilisé des barrières métalliques comme barricades, au mieux attachées ensemble. La technique s'est progressivement améliorée, au fur et à mesure des destructions, des reconstructions et de l'aide apportée par différents travailleurs, comme ceux du bâtiment qui ont utilisé leur science de la construction des échafaudages en bambou, légers mais très résistants. Un jeune participant aux occupations, qui a été actif à Mong Kok et Admiralty, note : « *Je trouve que les cultures sur les deux sites sont très différentes. Les gens de Mong Kok viennent de différents milieux, les sujets abordés sont plus sociaux.* »

À Admiralty, un site mieux contrôlé par les organisateurs, « *le climat est plus artistique et universitaire.* ». L'occupation de Mong Kok, dans un quartier de boutiques et de grands magasins, a été décidée et surtout poursuivie contre l'avis des organisations du mouvement. Ceux qui y participent répètent qu'ils n'obéissent pas aux ordres de l'OCLP. C'est sur ce lieu que sont formulées des critiques économiques, sur le travail, les salaires et la question du logement, par des manifestants qui sont souvent des travailleurs de tous âges. Mais sans que cela se concrétise par des revendications collectives organisées. Ils affirment ne pas vouloir être

² Le *Hongkong Confederation of Trade Unions* (« Confédération syndicale de Hongkong ») est un syndicat, fondé en juillet 1990, qui regroupe 61 syndicats de branche et qui affiche 170 000 membres environ, indépendant du pouvoir, contrairement au HKFTU, *Hongkong Federation of Trade Unions* (« Fédération syndicale de Hongkong ») inféodé à Pékin, fondé en avril 1948, qui regroupe 62 syndicats de branche et qui affiche 341 000 membres environ. Les origines du HKCTU puisent leurs sources dans les associations de travailleurs chrétiens apparues à partir de 1966. Le HKCTU a aussi participé à la fondation du parti travailliste de Hongkong en décembre 2011.

dirigés, ni par la direction de la Fédération des étudiants ni par les autres groupes. « *Nous n'avons pas besoin de représentation. C'est un mouvement de masse* », affirme l'un d'entre eux, accusant les organisateurs d'être prêts à faire des concessions.

À Mong Kok, les occupants vont devoir se battre contre des chauffeurs de taxi, des chauffeurs de camion, et contre des hommes masqués, visiblement des hommes de main des triades. Les flics vont même s'interposer à plusieurs reprises. Les conséquences des empoignades sont limitées, il n'y aura ni morts ni blessés graves. À la fin, les quelques centaines (pas tous présents en permanence, beaucoup vont travailler et reviennent) de défenseurs des barrages de Mong Kok et d'Admiralty, épuisés, seront délogés par la police, qui taillera dans les barrages à la tronçonneuse. Par contraste, Admiralty est un lieu de contre-culture plus calme et tranquille, avec des activités artistiques (peinture, musique, danse et origamis) qui attirent de nombreux touristes. Une danse avec des parapluies rappellera à un journaliste une scène de Mary Poppins.

Des rares et faibles répercussions en Chine continentale

Des étudiants hongkongais qui étudient à l'université Jinan de Guangzhou (sur 35 000 étudiants, il y a 5 000 Hongkongais) ont raconté la difficulté à expliquer la situation aux autres étudiants. D'un autre côté, près de 10 000 étudiants de Chine continentale étudient à Hongkong. Si seule une petite minorité s'est jointe au mouvement, sont encore moins nombreux ceux qui soutiennent le gouvernement central. La majorité craint avant tout une répression sévère. En diffusant des informations, les étudiants continentaux ont toutefois participé à rompre le silence sur le mouvement. Les médias chinois dénoncent le mouvement d'occupation et ne peuvent plus l'ignorer.

Il n'y a eu que des manifestations symboliques dans des grandes villes chinoises, n'impliquant au plus que quelques dizaines de personnes. Ces manifestations ont été aussitôt réprimées. À Macao, une manifestation de solidarité autorisée a regroupé 800 personnes, et un petit groupe s'est même déplacé jusqu'à Hongkong.

Une exception à Wukan, une agglomération de 15 000 habitants, dans la province voisine du Guangdong. En 2011, des affrontements violents entre la population et la police s'étaient soldés par un compromis négocié au plus haut sommet de la région. Les dirigeants corrompus du district avaient été virés et des responsables de la révolte avaient pu se présenter aux élections locales et avaient été élus. Ces nouveaux élus ont été arrêtés depuis pour « corruption » et les anciens dirigeants sont revenus aux affaires. Quelques jours après le début des occupations de Hongkong, quelques dizaines de personnes siègent autour des bâtiments de l'administration locale avec des parapluies. Ils expliquent suivre le mouvement avec attention et être solidaires des rebelles de Hongkong.

Quelle radicalisation ?

Ici ou là, au fil de la répression croissante, certaines sections de protestataires expriment des dissensions vis-à-vis de la direction assurée par la HKFS et l'OCLP. Toutefois, ces dissensions se cantonnent à la manière de mener l'action. Ces secteurs radicalisés contestent notamment le pacifisme et la passivité excessive à conduire les occupations de rues.

À la suite de l'arrêt des négociations pour établir un dialogue avec le pouvoir politique de Hongkong, la Fédération des étudiants et *Scholarism* se sont adressés directement au président chinois. Dénonçant le pouvoir local qui interprète mal la politique du centre, les organisations ont affirmé que le mouvement n'était en aucun cas une « *révolution des couleurs* » – c'est-à-dire un de ces mouvements qui, principalement dans les anciens pays de l'Est, ont fait tomber des gouvernements – mais juste une lutte pour une « *démocratie authentique* ». Cette démocratie ne remettra pas en cause le principe « *un pays, deux systèmes* », mis en place après 1997. Cette adresse résume la position des trois organisations qui ont voulu diriger le mouvement. Elle justifie des tentatives de lever des barrages, contre l'avis de ceux qui les tenaient, afin de ne plus perturber la circulation dans la ville.

Face à la violence de la police, Wong, le jeune leader de *Scholarism*, demandera aux manifestants de ne pas extérioriser leur colère contre les forces de l'ordre, de ne pas les insulter ni s'en prendre à eux. De même, quand les affrontements vont se généraliser après la décision des autorités de suspendre la rencontre prévue avec les dirigeants étudiants, ceux-ci vont condamner les violences de la police, mais aussi des manifestants. Et quand des injonctions vont être prises contre les occupants, les dirigeants des organisations vont déclarer que continuer à occuper était une décision individuelle et que les mineurs ne devaient plus participer au mouvement.

Sur le plan des contenus, des mots d'ordre de soutien aux Tibétains et aux Ouïgours sont apparus dans la phase ascendante du mouvement mais ils ont vite disparu des manifestations ainsi que ceux en commémoration de la révolte 1989 de Tiananmen, à mesure que l'agitation s'est rétrécie et que l'exécutif est repassé à l'offensive.

De même, les immigrés pauvres originaires d'Asie³, employés dans les travaux les moins qualifiés, les plus pénibles et les moins payés, voir pour certains (domestiques des riches hongkongais) dans des conditions proches de l'esclavage, ont été repoussés du mouvement par les composantes (minoritaires mais actives) comme Civic Passion.

De plus, les Philippins, pour la plupart des femmes employées comme « domestiques », ont reçu des avertissements fermes de leur consulat pour se tenir en dehors des manifestations, et ce dès le tout début. Ces avertissements bien plus poussés que ceux reçus de la police de Hongkong, leur indiquaient qu'elles risquaient jusqu'à 12 mois d'emprisonnement en cas de participation aux désordres publics ! Cette tactique semble avoir eu du succès car aucun Philippin n'a été aperçu dans les manifestations.

Si les problèmes liés à l'emploi et au logement sont souvent évoqués y compris par les manifestants, aucune fraction du mouvement n'a formulé de revendications autres que la demande initiale de « démocratie réelle » ou « authentique ». Les revendications du mouvement se résument à la demande de démission du chef de l'exécutif, Leung Chun-ying, et avant tout à la tenue d'élections de dirigeants politiques au suffrage universel sans que les candidats ne soient au préalable sélectionnés par l'État central, autrement dit le Parti communiste chinois.

Hongkong, dirigée par le parti associé aux hommes d'affaires locaux, joue encore un rôle économique important pour la Chine

La croissance accélérée de l'économie chinoise a réduit la part de Hongkong dans le PIB combiné des deux systèmes de 16 % en 1997 à 3 % aujourd'hui. De même, la part de Hongkong dans les exportations a chuté de 51 % à 17 %. Toutefois, la ville est toujours la porte d'entrée du capital étranger, humain et financier. La cotation des grandes sociétés chinoises à Hongkong, les a obligées à améliorer leur gouvernance et c'est par une Bourse de Hongkong que la Chine a pu mettre la main sur la Bourse de métaux de Londres, la plus importante du monde. L'internationalisation du yuan passe également par Hongkong.

Les grands capitalistes de Hongkong, qu'ils aient toujours été présents, depuis l'époque coloniale, comme Jardine Matheson – l'empire de la famille Keswick, qui a fait fortune il y a 150 ans dans le commerce de l'opium et d'autres marchandises –, où qu'ils soient de nouveaux venus, comme Li Ka-shing, ont trouvé un terrain d'entente avec la direction du parti qui dirige Hongkong depuis Pékin.

Beaucoup d'entre eux ont fait fortune dans l'immobilier – cinq groupes détiennent 70 % du marché de l'immobilier résidentiel –, en tirant profit du manque de surface habitable disponible. D'autres tirent profit de concessions accordées par le gouvernement dans les télécommunications, le port ou les transports. Deux groupes ont une position dominante dans la distribution.

Ces grands capitalistes sont connus des manifestants qui ont bloqué le siège de l'empire de Li Ka-shing, obligé à fermer un tiers des bijouteries de la famille Cheg Yu-tung, alors que les résidents du plus bel hôtel appartenant à Jardine, le Mandarin Oriental, devaient marcher 400 mètres, car la rue était barrée.

Interrogé par des représentants de la presse économique internationale, Leung Chun-ying a clairement expliqué que le suffrage universel libre pourrait donner du pouvoir aux plus pauvres qui constituent la majorité de la population. Lors de la rencontre avec les responsables étudiants, Rimsky Yuen, le responsable de la Justice du gouvernement, a pris l'exemple du salaire minimum, s'inquiétant du niveau qu'aurait fixé une assemblée représentant la majorité. Toutes les catégories doivent être représentées, c'est ainsi que les autorités gouvernement en harmonie avec les grands capitalistes de Hongkong, aurait-il pu préciser.

En 1958, le Premier ministre chinois, Chou En-lai, mettait en garde son homologue britannique, Macmillan, contre une possible décision de faire de Hongkong « un territoire autogouverné comme Singapour ». Une position partagée par les capitalistes locaux, qui participaient aux décisions du pouvoir politique.

Un mouvement qui dépasse plusieurs faiblesses des autres Occupy sans s'en détacher fondamentalement

Le mouvement de Hongkong est différent des mouvements de type *Occupy* qui, tout en critiquant l'inaction et la corruption des gouvernements centraux et locaux, mettaient en avant des revendications économiques : le manque d'emplois, les bas salaires, la vie chère et des loyers beaucoup trop élevés. Sous les cendres de la rébellion démocratique, les représentants les plus avisés des classes dominantes ont cru détecter la question sociale, réduite à la problématique des inégalités de revenus. Souvent, les jeunes scolarisés interrogés par les médias ont évoqué parmi les raisons de leur colère la vie chère, les loyers élevés, la difficulté de trouver des boulots acceptables, etc. Une situation partagée avec bien d'autres places fortes du capitalisme. Au total, les revendications du mouvement se résument à la demande de démission du chef de l'exécutif, C.Y. Leung, et avant tout à la tenue d'élections de dirigeants politiques au suffrage universel sans que les candidats ne soient au préalable sélectionnés par l'État central, autrement dit le Parti communiste chinois.

Bien que minoritaire tant parmi les étudiants et les lycéens que dans la population en général, paradoxalement, cependant, en empêchant la circulation des marchandises, le mouvement de Hongkong a eu des conséquences économiques pour certains secteurs comme la distribution et les transports, un impact bien supérieur

³ Par opposition aux immigrés riches originaires du Japon, des USA ou d'Europe occidentale. Leur répartition est la suivante (chiffres 2006) : Philippins 120 000, Indonésiens 90 000, Indiens 20 000, Népalais 16 000, Thaïs 12 000 et Pakistanais 12 000, soit environ 260 000 à comparer aux immigrants riches (Europe, Japon, etc.), soit environ 70 000, et aux Chinois de « l'intérieur » qui sont 800 000.

à celui des autres *Occupy*, y compris les plus forts comme, par exemple, Syntagma (Athènes), Puerta del Sol (Espagne), Oakland (États-Unis), Tel-Aviv (Israël) ou même de la place Tahrir (Égypte).

D'autres aspects du mouvement démocratique de Hongkong ont dépassé certaines faiblesses des autres *Occupy*.

Tout d'abord, nous l'avons souligné dans les premiers paragraphes de ce texte, sa dimension massive. Quelque 100 000 personnes bravant les interdictions de manifester pour la démission de l'exécutif local dans un pays où la répression ouverte est la règle, représente en soi un saut qualitatif.

Ensuite, son endurance. Un mois d'agitations dures, régulièrement attaquées par les flics et par les bandes informelles de la réaction et de la criminalité marchande, a montré la forte détermination des rebelles hongkongais. Une détermination longtemps murie et qui s'est systématiquement exprimée depuis le passage de la ville sous contrôle chinois.

Enfin, l'apparition d'une dynamique collective qui ne se résume pas à et n'est pas apparue avec l'occupation de lieux. Les étudiants et les lycéens, le fer de lance de la protestation, ont agi ensemble et leur organisation de lutte a précédé et rendu possible le mouvement d'occupation. Contrairement à certaines interprétations angéliques, la multitude ne s'est pas constituée en corps social antagonique par le mouvement *Occupy*. C'est exactement le contraire qui s'est produit : des segments préalablement organisés de la jeunesse scolarisée ont été capables de permettre à des dizaines de milliers de prolétaires et salariés isolés de s'exprimer collectivement.

Dernier facteur positif, le mouvement a occupé et partiellement bloqué les activités de l'un des territoires productifs les plus avancés et densément peuplés de la planète. Un territoire productif concret où se concentrent plusieurs cathédrales asiatiques de la finance et bon nombre de sièges sociaux de multinationales (Admiralty).

Hongkong : aperçu de la situation sociale

Hongkong est par anticipation ce que pourra être et ce qui est déjà la situation des pays les plus avancés du système capitalistes où la concurrence avec les nouveaux pays forts d'Asie a créé une tendance de fond à la baisse de revenus.

Déjà l'une des zones les plus inégalitaires du monde en termes de revenus en 1997, Hongkong a vu l'écart entre les capitalistes les plus riches (Li Ka-shing, présent dans l'immobilier, l'énergie, et qui contrôle le port, a vu sa fortune bondir de 12,4 à 31,4 milliards de dollars) et les travailleurs plus ou moins qualifiés, s'accroître sensiblement depuis. Hongkong est plus inégalitaire que les États-Unis, le Royaume-Uni ou même Singapour, comme l'indique son coefficient de Gini. De 0,43 en 1971 à 0,518 en 1996, la hausse a ralenti, mais a continué, atteignant 0,537 en 2011.

Le revenu moyen d'un foyer est d'environ 3 000 dollars US par mois et 20 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Plus de 30 % des habitants vit dans des logements type HLM. Le gouvernement concède que la construction de nouveaux logements à loyer modéré est son principal problème. Les loyers étant inabordables, il ne reste à beaucoup d'habitants qu'à se tasser dans de petits logements. Si les salaires stagnent, c'est pratiquement le plein emploi, avec un taux de chômage qui ne dépasse guère les 3 %. Pendant ce temps, selon Forbes, 45 milliardaires de Hongkong disposent d'une fortune combinée de 214 milliards de dollars.

Il est difficile de trouver un emploi correspondant aux études effectuées, expliquent de nombreux étudiants. Si le mouvement d'occupation n'exprime pas de revendications économiques explicites, manifester est pour beaucoup le moyen d'exprimer frustrations et mécontentements. Selon des statistiques officielles, les salaires des étudiants diplômés à la fin de leurs études n'ont progressé en moyenne que de 1 % par an au cours des dix-sept dernières années, loin derrière la hausse des prix et surtout derrière les loyers. De nombreux étudiants sont obligés de rester au domicile familial. Une partie des emplois plus qualifiés sont partis vers la Chine continentale, et des travailleurs qualifiés de Chine et d'ailleurs, en particulier dans le secteur financier, sont venus, accroissant la concurrence.

La situation est encore plus difficile pour les travailleurs des secteurs les plus précaires. Dans les hôtels et restaurants, les salaires nominaux n'ont augmenté que de 17 % depuis 1998, ce qui implique une baisse absolue du niveau de vie. Dans l'enseignement, de nombreux avantages, comme les aides pour envoyer les enfants étudier à l'étranger, ont disparu et les salaires ont du mal à suivre l'inflation.

Répartition de l'emploi par secteur d'activité (2013) :

Industrie	105 308
BTP	70 578
Import/export, commerce de gros	554 628
Commerce de détail	260 246
Transports, entrepôts, services postaux	167 241
Restauration	274 195
Information et communications	97 230
Assurance et finance	207 700
Immobilier	125 938
Services aux entreprises	337 408
Services sociaux et à la personne	454 210
TOTAL	2 654 682

Source : *Hongkong Annual Digest of Statistics*, 2013

Mais ces points positifs n'ont pas suffi au dépassement des limites que le mouvement a porté en lui depuis son début.

Première d'entre elles, l'absence d'un contenu social explicite. Mouvement pour la démocratie politique sans âme sociale, celui pour le suffrage universel à Hongkong n'a guère créé les conditions pour attirer à lui d'amples sections du prolétariat pourtant touchées par la dégradation des conditions de vie et de travail. Des milliers de prolétaires sont restés spectateurs ou, au mieux, solidaires avec le mouvement mais ce dernier n'a jamais été perçu comme le leur.

Deuxième d'entre elles, la protestation citoyenne n'a pas saisi la chance inouïe qu'était d'investir durablement un territoire productif si central pour le capital. Incapable d'élaborer une stratégie offensive fondée sur le blocage de l'économie, fondement de tout exécutif, de toute administration étatique, le mouvement démocratique s'est interdit aussi de s'enraciner là où il a démarré et là où il fallait se replier quand il a baissé d'intensité et d'ampleur, les universités et les lycées. Aucune université n'a été occupée, ni aucun lycée.

Troisième d'entre elles, les participants aux occupations ont rapidement abandonné universités et lycées. C'étaient pourtant les seuls territoires productifs⁴ dans lesquels ils auraient pu s'enraciner. Universités et lycées auraient surtout pu servir de base à une rencontre avec les autres manifestants. Étudiants et lycéens sont les deux seuls groupes à avoir eu une action collective. Les travailleurs qui participent au mouvement s'y rendent individuellement. Cette faiblesse de départ limite la formation d'un corps collectif capable de commencer à élaborer une critique dépassant la contestation des institutions et de l'exécutif de Hongkong. Les quelques appels à la libération des prisonniers politiques en Chine, la mise en cause des résidus de domination coloniale de la Chine sur Hongkong et les autres régions limitrophes, les messages de solidarité vis-à-vis des Ouïgours au Xinjiang et des Tibétains n'ont pas changé la donne. Cette absence de réflexion collective a permis aussi au groupe d'extrême droite Civic Passion de se présenter comme l'ennemi le plus décidé contre le pouvoir central de Pékin.

Le mouvement pour le suffrage universel à Hongkong n'a jamais dépassé le cadre de la démocratie politique bourgeoise. En un sens, il l'a au contraire renforcé par une action collective de masse aux formes radicales. Mais les forces sociales qu'il a catalysées ont pris goût à l'expression de puissance en dépit de la défaite subie. La dynamique engagée a permis ici ou là d'ébaucher une critique pratique de l'ordre établi et d'esquisser les premiers traits d'un ordre différent, basé sur le collectif et la lutte. Se prendre ensemble la liberté de bloquer la ville, d'interrompre l'activité, de reconquérir des territoires productifs a marqué les consciences malgré la cage idéologique démocratique bourgeoise du mouvement. Les tentatives de minorités agissantes de s'émanciper du pacifisme professé par l'OCLP et la HKFS témoignent de ce début d'autonomisation politique. Minorités agissantes qui n'ont pas été exemptes de la tentation extrémiste d'en découdre notamment la nuit de l'ultimatum de pacotille, lancé par le syndicat, à Leung Chun-ying, le chef de l'exécutif hongkongais, sommé de démissionner au plus tard à minuit de jeudi 2 octobre. En cas de refus, les leaders étudiants du mouvement avaient promis d'occuper les bâtiments de l'exécutif local. Une promesse qui s'est heurtée au mur de la répression et à l'immaturation d'un mouvement qui n'était pas prêt à prendre les armes et aller à l'affrontement.

MC/KPK, le 11 Novembre 2014

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter les sites Internet de Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com et de Kolektivně proti kapitálu : <http://protikapitalu.org/>

⁴ Nous définissons les territoires productifs relativement à la production/reproduction sociale du capital plutôt que par rapport à la production directe de valeur. L'université, les lycées, etc., sont des lieux de la reproduction générale de la force sociale de travail ; les familles se chargeant pour l'essentiel de la reproduction de la force concrète, individuelle, du travail (même si les familles aident la socialisation des individus dans le travail et par le travail). À l'école (quand elle fonctionne bien), on apprend à accroître les facultés individuelles de travail en les intégrant au travail collectif, socialisé. Les lieux de formation de la force sociale de travail sont donc des territoires reproductifs du capital social même si en leur sein on ne produit pas de la valeur.